Michelle Zancarini-Fournel : «Je m'inscris contre une histoire identitaire de la France»

24/06/2017 à 10h59

Écrire une histoire de France hors-clichés, loin du regard ethnocentré d'un « récit national » : telle est l'ambition de Michelle Zancarini-Fournel dans "Les luttes et les rêves, une histoire populaire de la France" (Zones – La Découverte, 2017). Professeur d'histoire émérite à l'Université Lyon 1, elle y retrace « de 1685 à nos jours » une France où colonisés et immigrés ne sont plus oubliés.

> *Une démarche politique contre le récit national, et contre l'histoire identitaire, ça c'est sûr. Je m'inscris contre une histoire identitaire de la France. « Français de souche » ou « issu de », ça me hérisse ! C'est problématique, les mots ont leur importance, et ce qu'ils charrient de connotations.*

Vous démarrez le livre par l'instauration du code noir (qui pose les règles de l'esclavagisme en France), et le terminez par la France post-coloniale (de l'affaire du foulard aux révoltes des banlieues en 2005). Pourquoi cette volonté de mettre les populations colonisées et immigrées au cœur de l'histoire française ?

> *Choisir quelle chronologie adopter pour cette histoire de France a été une décision politique. Il y a tout un débat autour ce que certains appellent le » roman national », qui veut ancrer nos origines dans une histoire gauloise ou franque, c'est à dire Vercingétorix ou Clovis, pour souligner*

les racines chrétiennes de la France. Comme beaucoup d'historiens, je ne partage pas cette idée.

[…]

Faire une histoire dans tout l'hexagone, à la campagne, dans les petites villes etc. Une histoire qui ne soit pas boiteuse, qui prenne en compte, bien sûr, les femmes à égalité, mais aussi les colonisés et les immigrés. Je pense qu'ils font partie d'une histoire de France qui ne doit pas être seulement hexagonale, non seulement pour les inclure et les assimiler, mais parce que l'histoire des territoires, et bien sûr l'histoire de ces personnes, ont vraiment eu une influence sur notre histoire générale. Ensuite, la date de 2005 me parait absolument fondamentale. **Non seulement parce que c'est une date où la question du post-colonial est posée, depuis le mois de janvier avec l'appel des Indigènes de la république jusqu'aux émeutes de l'automne. Mais aussi parce que pendant ces rébellions qui enflamment les banlieues, on établit l'état d'urgence, et qu'aujourd'hui on est plus que jamais dans l'état d'urgence.** […]